Zeitschrift: Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum

Herausgeber: Forum Helveticum

Band: 16 (2007)

Artikel: Synthèse et perspectives = Synthese und Ausblicke = Sintesi e prospettive

Autor: Barblan, Paolo

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-833152

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES

Paolo Barblan

Le colloque «Démocratie directe et intégration européenne» comportait deux parties. Dans la première, deux professeurs de droit ont proposé des réflexions générales sur les thèmes de l'intégration européenne et de la démocratie directe dans l'Union européenne (UE) même, en portant notamment leur regard sur l'échec de la Constitution européenne et les pistes possibles pour sortir de l'impasse. Dans la deuxième partie, des représentants des quatre partis gouvernementaux ont participé à une table ronde centrée sur le débat politique en Suisse. Les textes des six intervenants suivent cette introduction. Dans une perspective suisse, trois questions principales ont été débattues, également avec le public.

1. *Dans quelle mesure nos droits populaires se trouveraient-ils limités, si la Suisse adhérait à l'UE?*

Cette question a proposé le débat «classique» entre promoteurs et opposants de l'adhésion de la Suisse à l'UE. Ces derniers verraient tomber la démocratie directe, dans l'hypothèse d'une adhésion, étant donné que le droit européen entrerait en conflit avec le droit helvétique et que le peuple suisse ne pourrait plus décider sur la base de référendums et d'initiatives. Les promoteurs d'une adhésion voient d'une part des possibilités de dérogations pour la Suisse, lorsque surviennent des conflits entre des décisions populaires et le droit européen; d'autre part, ils invitent à porter un jugement plus global sur la question, en mettant dans la balance les avantages que nous obtiendrions au niveau européen, compensant les limitations de la démocratie directe.

2. *Quel est le véritable degré d'autonomie de la Suisse dans le cadre de la voie bilatérale qu'elle a choisi de suivre?*

Cette deuxième question est étroitement liée à la première. Elle part de l'idée que depuis les années 80 déjà la Suisse adapte continuellement ses lois à la législation européenne, afin d'être eurocompatible. Cette situation est connue sous le nom de «reprise autonome du droit européen» (une combinaison de termes en fait contradictoire). Dans cette perspective, la Suisse a déjà perdu depuis longtemps une partie de sa souveraineté. Les adversaires de cette po-

sition rétorquent que nous n'avons repris à notre compte que des décisions d'ordre technique et que nous restons maîtres de décider de la politique fiscale, monétaire et de sécurité.

3. La démocratie directe est-elle encore d'actualité sous sa forme actuelle?

Ce débat plus fondamental s'est développé un peu en marge des deux autres questions et est parti de l'idée que la démocratie directe doit être constamment remise en question dans ses structures et adaptée, le cas échéant. Autrement, elle risque de devenir une enveloppe creuse, sans véritable contenu. C'est ce qui tendrait à se passer, lorsque nous lançons des initiatives pour des banalités, ce qui expliquerait en partie le faible taux de participation lors des votations. Les débats sur une adaptation de la démocratie directe se sont en fait endormis en Suisse. C'est pourtant maintenant, selon certains intervenants, que nous devrions lancer la discussion, et non lorsqu'il faudra s'adapter en toute hâte, sous la pression de l'UE, que ce soit dans la poursuite de la voie bilatérale ou dans le cadre d'une adhésion.

Perspectives

En résumé et avec un regard porté sur l'avenir, nous constatons qu'il y a consensus sur deux faits: premièrement, déjà maintenant la Suisse renonce à une partie de sa souveraineté, afin d'être eurocompatible; deuxièmement, avec une adhésion, les droits populaires seraient limités proportionnellement aux compétences déléguées à l'UE. Or, le vrai débat ne commence qu'à partir de ce point-là. En effet, il s'agit de savoir comment la Suisse s'intégrerait le mieux en Europe dans une optique aussi large que possible et de faire un véritable bilan: si d'un côté nous perdons une partie (supplémentaire) d'autonomie nationale, quels sont les nouveaux acquis de l'autre côté, par exemple en matière de co-décision au sein de l'UE et de coopération internationale accrue? Ce débat-là reste à faire avec urgence.

La question de la démocratie directe, comme les autres questions liées à la position de la Suisse en Europe, ne peut être abordée que dans une perspective globale. C'est en portant le débat sur les aspects multiples et concrets de l'intégration de la Suisse en Europe – en tant que membre ou non – que les atouts mais aussi les limites de la démocratie directe en Suisse pourront être débattus, et acceptés ou non, par la population de notre pays.

SYNTHESE UND AUSBLICKE

Paolo Barblan

Die Tagung «Direkte Demokratie und europäische Integration» war in zwei Teile gegliedert. Im ersten Teil griffen zwei Rechtsprofessoren Grundsatzfragen der europäischen Integration und der direkten Demokratie in der Europäischen Union (EU) auf. Dem Scheitern der EU-Verfassung und den möglichen Lösungen aus der Sackgasse wurde besondere Aufmerksamkeit zuteil. Der zweite Teil der Tagung war einem politischen Podiumsgespräch mit Vertreterinnen und Vertretern der vier Bundesratsparteien gewidmet. Die Texte der sechs Persönlichkeiten folgen dieser Einleitung. In einer Schweizer Perspektive wurden – auch mit dem Publikum – hauptsächlich drei Fragen debattiert.

1. *Inwiefern würden unsere Volksrechte im Falle eines EU-Beitritts eingeschränkt?*

Diese Frage präsentierte die «klassische» Debatte zwischen Befürwortern und Gegnern eines Schweizer EU-Beitritts. Letztere sähen im Falle eines Beitritts schwere Verluste für die direkte Demokratie, da das europäische Recht mit dem Schweizer Recht in Konflikt treten würde und das Schweizer Volk nicht mehr aufgrund von Referenden und Initiativen entscheiden könnte. Die Beitrittsbefürworter sehen bei Konflikten zwischen Volksentscheiden und dem europäischen Recht die Möglichkeit von Sonderregelungen für die Schweiz; zudem laden sie ein, die Frage in einer globalen Perspektive zu beurteilen, indem sie auch die Vorteile eines Beitritts auf die Waage legen, die die Einschränkungen der direkten Demokratie kompensierten.

2. *Wie autonom ist die Schweiz im Rahmen des gewählten bilateralen Wegs wirklich?*

Diese zweite Frage ist mit der ersten eng verbunden. Sie geht vom Gedanken aus, dass die Schweiz bereits seit den 80er Jahren ihre Gesetze ständig der europäischen Gesetzgebung anpasst, um eurokompatibel zu sein. Dieser Tatbestand ist unter der Bezeichnung «autonomer Nachvollzug» (eigentlich eine widersprüchliche Wortkombination) bekannt. In dieser Hinsicht hat die Schweiz schon seit langem einen Teil ihrer Souveränität eingebüsst. Die Gegner dieser Stellungnahme erwidern, dass wir nur Beschlüsse technischer Art übernom-

men haben und wir über unsere Steuer-, Währungs- und Sicherheitspolitik frei entscheiden können.

3. Ist die direkte Demokratie in ihrer gegenwärtigen Form noch aktuell?

Diese Grundsatzdebatte entwickelte sich etwas am Rande der beiden anderen Themen und ging von der Idee aus, dass die Strukturen der direkten Demokratie immer wieder in Frage gestellt und wenn nötig angepasst werden müssen. Es besteht sonst die Gefahr, dass sie zu einer ausgehöhlten, inhaltslosen Hülle werden. Dies könnte schon der Fall sein, wenn wir Initiativen für Banalitäten lancieren, was auch die teilweise schwache Beteiligung bei den Volksabstimmungen erklären würde. Eigentlich sind Debatten über eine Anpassung der direkten Demokratie in der Schweiz eingeschlafen. Doch diskutieren müssten wir jetzt – so die Forderung einiger Votanten – und nicht erst wenn wir uns unter dem Druck der EU in der Not anpassen müssen, sei es bei der Fortsetzung des bilateralen Weges, sei es im Rahmen eines Beitritts.

Ausblicke

Zusammenfassend und im Sinne einer Zukunftsperspektive stellen wir fest, dass sich bei zwei Punkten Akteure und Publikum einig waren: Erstens verzichtet die Schweiz bereits heute auf einen Teil ihrer Souveränität, um EU-kompatibel zu sein; zweitens würden die Volksrechte bei einem Beitritt in dem Umfange eingeschränkt, als Kompetenzen an die EU übertragen würden. Die eigentliche Debatte beginnt aber erst hier. Denn es geht darum, in einer möglichst globalen Perspektive zu erkennen, wie sich die Schweiz am besten in Europa integrieren kann. Dazu müssen wir eine echte Bilanz ziehen, indem wir dem (weiteren) Verlust eines Teils der nationalen Autonomie die Gewinne gegenüberstellen, wie z.B. Mitbestimmung in der EU und intensivere Zusammenarbeit auf internationaler Ebene. Diese Debatte muss immer noch – dringend – geführt werden.

Die Frage der direkten Demokratie kann, wie die weiteren Fragen zur Stellung der Schweiz in Europa, nur in einer globalen Perspektive angegangen werden. Die Bevölkerung unseres Landes wird über die Stärken und Schwächen der direkten Demokratie nur dann richtig debattieren und dabei die nötigen Entscheide treffen können, wenn wir eine umfassendere Diskussion über die vielfältigen und konkreten Aspekte der Integration der Schweiz in Europa – als Mitglied oder nicht – führen.

SINTESI E PROSPETTIVE

Paolo Barblan

Il convegno «Democrazia diretta e integrazione europea» era suddiviso in due parti. Nella prima parte, due professori di diritto hanno proposto delle riflessioni generali sui temi dell'integrazione europea e della democrazia diretta nell'Unione Europea (UE) stessa, concentrando in particolare l'attenzione sull'insuccesso della Costituzione europea e sulle piste possibili per risolvere la situazione di stallo venutasi a creare. Nella seconda parte, i rappresentanti dei quattro partiti di governo hanno partecipato ad una tavola rotonda sul tema del dibattito politico in Svizzera. I testi dei sei relatori sono presentati dopo questa parte introduttiva. Per quel che riguarda la Svizzera, tre le tematiche principali dibattute, anche con il pubblico.

1. *In che misura i nostri diritti popolari si troverebbero limitati, se la Svizzera aderisse all'UE?*

Questa tematica ha riproposto il dibattito «classico» tra promotori e oppositori dell'adesione della Svizzera all'UE. Questi ultimi, nell'ipotesi di un'adesione, vedrebbero cadere la democrazia diretta dal momento che il diritto europeo entrerebbe in contrasto con il diritto elvetico e che il popolo svizzero non potrebbe più decidere sulla base di referendum e di iniziative. I promotori di un'adesione vedono invece da un lato la possibilità di deroghe per la Svizzera, nel caso in cui sorgessero dei conflitti tra decisioni popolari e diritto europeo; dall'altro lato, invitano a valutare la questione in maniera più globale, mettendo sulla bilancia i vantaggi che otterremmo a livello europeo e che compenserebbero le limitazioni della democrazia diretta.

2. *Qual'è il vero grado di autonomia della Svizzera nel contesto della via bilaterale che ha scelto di seguire?*

Questa seconda domanda è intimamente legata alla precedente. Essa parte dall'idea che la Svizzera già dagli anni '80 adegua continuamente le proprie leggi alla legislazione europea per essere euro-compatibile. Questa situazione è conosciuta con il nome di «ripresa autonoma del diritto europeo» (una combinazione di termini a ben vedere contraddittoria). In quest'ottica, la Svizzera

ha già perso da molto tempo una parte della sua sovranità. Gli avversari di questa posizione ribattono che ci si è adeguati unicamente su decisioni d'ordine tecnico, ma che restiamo padroni di decidere la politica fiscale, monetaria e di sicurezza.

3. La democrazia diretta è ancora d'attualità nella sua forma attuale?

Questo dibattito più fondamentale si è sviluppato leggermente a margine delle due precedenti questioni ed è partito dall'idea che la democrazia diretta deve essere costantemente rivista nelle sue strutture e adattata se necessario. Altrimenti corre il rischio di diventare un contenitore vuoto. Questo starebbe già in qualche modo verificandosi quando, ad esempio, lanciamo delle iniziative per delle banalità – il che spiegherebbe anche in parte il tasso di partecipazione relativamente basso alle votazioni. A ben vedere, i dibattiti sull'adattamento della democrazia diretta si sono assopiti in Svizzera. Tuttavia è proprio ora, secondo alcuni relatori, che bisogna lanciare la discussione, e non quando saremo costretti ad adattarci in grande fretta sotto la pressione dell'UE, sia nel prosieguo della via bilaterale sia nell'ambito di un'adesione.

Prospettive

Per riassumere e in un'ottica prospettica, costatiamo un consenso su due fatti: primo, la Svizzera rinuncia già ora ad una parte della sua sovranità in modo da essere euro-compatibile; secondo, con un'adesione i diritti popolari sarebbero limitati proporzionalmente alle competenze delegate all'UE. Ora, il vero dibattito comincia proprio da questo punto. In effetti, si tratta di sapere come la Svizzera può integrarsi in Europa, nell'ottica la più ampia possibile, e di proporre un vero bilancio: se da un lato perdiamo una parte (supplementare) d'autonomia nazionale, dall'altro quali sono i nuovi vantaggi, ad esempio in materia di codecisione in seno all'UE e di maggiore cooperazione internazionale? Questo dibattito deve ancora essere affrontato, ma urgentemente.

La questione della democrazia diretta, come le altre questioni legate alla posizione della Svizzera in Europa, non può essere affrontata se non in un'ottica globale. Solo orientando il dibattito sugli aspetti molteplici e concreti dell'integrazione della Svizzera in Europa – in quanto membro o no –, i vantaggi così come i limiti della democrazia diretta in Svizzera potranno essere dibattuti, accettati o rifiutati dalla popolazione del nostro paese.